

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 22/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KYOCERA AVX COMPONENTS (SAINT-APOLLINAIRE)

Avenue Colonel Prat
21850 Saint-Apollinaire

Références : 2025-165
Code AIOT : 0005401191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement KYOCERA AVX COMPONENTS (SAINT-APOLLINAIRE) implanté Avenue Colonel Prat 21850 Saint-Apollinaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 04 mars 2025 a été conduite dans le cadre d'une action départementale portant sur la thématique des déchets. Le référentiel applicable à cette action est constitué du Code de l'environnement, ainsi que des arrêtés ministériels du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement et du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KYOCERA AVX COMPONENTS (SAINT-APOLLINAIRE)
- Avenue Colonel Prat 21850 Saint-Apollinaire
- Code AIOT : 0005401191
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AVX France, Groupe KYOCERA, exploite une usine de fabrication de composants électroniques en fonctionnement depuis 1959, située sur la commune de Saint-Apollinaire (21). L'arrêté préfectoral d'autorisation encadrant actuellement le site date du 07/02/2003 suite à des modifications importantes apportées au site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Obligation de Tri	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D543-281	Demande d'action corrective	1 mois
6	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 04/02/2003, article 4.4.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Registre des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Sans objet
3	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45	Sans objet
4	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le registre des déchets sur ce qui concerne la durée de conservation et l'utilisation de Trackdechets, n'appelle pas de remarque de l'inspection. Toutefois, la mise sur rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, le tri des déchets ainsi que le contenu du registre des déchets nécessite des actions correctives de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle sus-visée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchets sortants en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévu à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection deux types de registres de déchets.

Le premier registre est un export de Trackdéchets. L'exploitant précise que ce registre ne contient pas l'intégralité des déchets sortants.

Le second registre est intitulé « Tableau déchets ISO 14 000 2005-20XX ».

L'inspection constate le manque de précisions concernant la date de l'expédition du déchet et l'absence d'information concernant l'origine du déchet, la destination du déchet, la gestion et le transport du déchet, à savoir :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionné aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale ;
- le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet.

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale ;
- le numéro SIRET ;
- l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ;
- ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement.

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

L'exploitant a transmis le 18 mars 2025, un registre de déchets nommé "registre de déchets arrêté 31 05 2021". L'inspection s'est intéressée à l'onglet "an 2025 01 & 02 trackd" et "année 2025". La conception de ce tableau correspond aux exigences de cet arrêté ministériel. Cependant, il convient de noter qu'il n'est pas complété. Il est nécessaire de le remplir.

Non conformité

L'inspection relève que l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un registre détaillant l'ensemble des déchets sortants et comportant toutes les informations requises par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Prescription contrôlée : I.- Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets (...) tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : L'exploitant a présenté le document « Registre de dechets arrêté 31 05 2021.xlsx ». Ce document renseigne les déchets sortants du site depuis 2006. Toutefois, il convient de préciser que ce registre ne contient pas l'ensemble des éléments prescrits par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 (cf. point de constat 1).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP (...) et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)
Constats : L'inspection a procédé à une vérification par échantillonnage afin de s'assurer que les déchets inscrits dans le registre des déchets dangereux étaient correctement enregistrés dans le système Trackdechets. Il a été constaté que les chiffons souillés, d'un poids de 0,118 tonne, sortis du site le 24 mai 2024, sont correctement renseignés tant dans Trackdechets (n° BSD-20240524-FXH3X2M6Z) que dans le tableau intitulé « Registre de dechets arrêté 31 05 2021.xlsx ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/ an. Cette déclaration comprend : - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant dépasse le seuil des 2 tonnes de déchets dangereux sortants pour l'année 2024. Il est également observé que l'exploitant a déclaré, dans GERE, la quantité de déchets classés dangereux et non dangereux produits pour l'année 2024. Les éléments présents dans le registre issu de Trackdéchets mentionnent 67,546 tonnes de déchets dangereux et 64,693 tonnes de déchets non dangereux. La déclaration GERE de 2024 mentionne 58,543 tonnes de déchets dangereux et 73,696 tonnes de déchets non dangereux, soit une différence de + 9,003 tonnes de déchets dangereux sur trackdéchets. La différence provient de la poussière de zinc 12 01 04 expédiée par l'établissement et classée comme déchets dangereux sur Trackdéchets et comme déchets non dangereux sur GERE. OBSERVATION Sur cette même année, l'exploitant a également expédié des déchets avec le même code 12 01 04 mais classé comme non dangereux. L'exploitant veillera à la cohérence de ses déclarations et des bordereaux de déchets pour les déchets identiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Obligation de Tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D543-281
Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de Tri
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à [ces catégories] peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets. Lorsque certains déchets de papier [...] et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.
Constats : Lors de la visite sur site, l'inspection a visité les bâtiments X, D4 et D5, ainsi que l'arrière des bâtiments D4 et D5 et la plateforme dédiée aux déchets. l'inspection a constaté l'affichage référencé "00EM06" sur les poubelles identifiées comme des "Poubelle de Poste ULTIME", ce dernier indique que les déchets personnels (dont les gobelets plastiques), les fournitures de bureaux, les déchets non souillés, les déchets plastiques (à l'exception des bobines) ainsi que les gants usagés non souillés sont collectés dans cette poubelle. Cette affiche "Poubelle de Poste ULTIME" montre également que les déchets sont destinés à la valorisation énergétique. Par ailleurs, l'inspection a constaté dans une des poubelles portant l'affiche "Poubelle de Poste ULTIME", le mélange de déchets en plastique, de couvercle en métal, de spatule en bois et de papier kraft. <u>Non conformité</u> Les déchets de métal, de plastique, de bois, ne sont pas triés à la source ou, à défaut, conservés ensemble en mélange pour tout ou partie des flux, à condition que cela n'affecte pas leur aptitude à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, de leur recyclage ou d'autres opérations de valorisation, conformément à la hiérarchie des modes de traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2003, article 4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
Constats : <u>Non conformité</u> Dans la zone de remplissage du bâtiment X, l'inspection a constaté un Grand Récipient pour Vrac (GRV) d'huile hors rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois